

FRANCE - REPORTAGE

Dans les milices à Nouméa, entre « voisins vigilants » et « snipers sur les toits »

samedi 18 mai 2024, par [CAPRAIS Gilles](#) (Date de rédaction antérieure : 17 mai 2024).

Les habitants d'origine européenne ont formé des groupes peu expérimentés militairement, parfois fortement armés. Le haut-commissaire de la République les tient pour responsables de la mort de trois Kanaks, mais soutient leur existence.

Sommaire

- [Une organisation « un peu \(...\) »](#)
- [Atelier cocktail Molotov](#)
- [Les déclarations contradictoire](#)

Nouméa (Nouvelle-Calédonie).- La sueur au front, Jason* arpente le parking de sa résidence. Dans ses mains, un fusil d'airsoft, chargé de balles en caoutchouc. Dans la rue, quelques dizaines de mètres plus loin, les affrontements entre les forces de l'ordre et les émeutiers font rage par intermittence depuis la veille, depuis que la mobilisation indépendantiste contre le dégel du corps électoral, menée par la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), a dégénéré en guérilla urbaine. Les innombrables incendies ciblent surtout des commerces, mais des maisons ont également été brûlées.

Les résident·es craignent une attaque de jeunes Kanaks. Posté devant la grille, Jason espère un effet dissuasif. Il n'a pas plus d'expérience militaire que la petite dizaine d'autres habitants qui participent aux rondes horaires. « *Ça m'aurait plu, mais je suis boulanger.* » Si les choses tournent mal, il compte surtout sur les troupes du GIGN qui doivent arriver de métropole. « *Faut qu'ils tirent dans le tas. S'il faut des morts pour calmer leurs conneries, eh ben, il faudra des morts. C'est de la folie. Y a pas de combat, y a pas de lutte. Tout ce qu'ils veulent, c'est qu'on s'en aille.* »

Un habitant d'une résidence avec un fusil d'airsoft, chargé de balles en caoutchouc, à Nouméa, le 14 mai 2024. © Photo Gilles Caprais pour Mediapart

Dans le quartier du 6^e Kilomètre, les propos sont bien moins guerriers, et la défense est beaucoup plus organisée. Les accès sont barrés par des plaques de métal, des voitures, des hommes au visage plus ou moins masqué, de la simple casquette au combo casquette-lunettes noires-foulard sur la bouche. Talkie-walkie activé, l'un d'entre eux alerte du passage d'un pick-up conduit par un Kanak. Son voisin cadre la discussion - « *On n'est pas une milice, faut arrêter avec ce terme, on défend juste notre quartier, on est juste un groupe de résidents* » - qu'il invite à poursuivre avec la meneuse du quartier.

« *On n'est pas là pour faire l'ordre et la justice nous-mêmes* », explique Aurélie, postée sur le barrage suivant, où elle a accroché un drapeau blanc. « *On attendait une solution de la part des autorités, qui n'est pas arrivée.* » Dans les différents secteurs de la capitale, les forces de l'ordre

sont étonnamment rares pour une situation aussi critique. « *On n'empêche pas les gens de circuler sur la route principale. Mais s'ils n'habitent pas dans le quartier, ils n'ont rien à y faire* », énonce la trentenaire, cheffe d'entreprise dans le secteur du BTP, qui a acquis l'expérience de cette organisation dans un autre quartier – les groupes de « *voisins vigilants* » sont légion dans l'agglomération de Nouméa. « *J'ai l'habitude de gérer des gens. Ici, on n'a tiré sur personne. Il n'y a eu aucun affrontement, même pas un caillou jeté.* »

Une organisation « un peu militaire »

Sur la plupart des barrages, les battes de baseball, bâtons et autres crosses sont visibles, les armes à feu sont ailleurs. Christophe n'a pas l'intention de s'en servir, mais comme les autres leaders de son secteur de la Vallée-des-Colons, il a réfléchi à cette éventualité. En cas d'attaque, ordre a été donné d'opérer un repli vers les maisons, et de faire confiance aux « *snipers sur les toits* ». L'organisation est « *un peu militaire* », convient ce fonctionnaire de mairie, qui a déjà eu l'occasion de participer à un déploiement de force similaire, en 2021, dans le cadre du conflit de l'usine du Sud, qui, en comparaison avec la guérilla actuelle, avait généré plus de peur que de mal.

Barrage dans le quartier Ouémo à Nouméa le 15 mai 2024. © Photo Gilles Caprais pour Mediapart

Ses explications d'ordre tactique tranchent avec l'ambiance très décontractée qui règne sur son barrage. Sous la tonnelle, surtout des femmes en short, pas d'homme masqué. Marie, 45 ans, fonctionnaire dans le social, mère de trois enfants, a accroché une banderole « *Peace* » sur la barricade. Après plusieurs nuits sans sommeil, elle craint l'« *épuisement* », qui ne fait que « *rajouter des tensions* ».

Elle essaie de penser à l'après-guérilla. « *La seule chose à faire après tout ça, c'est se mettre autour d'une table et discuter, entre gens qui ne sont pas dans les extrêmes, ni d'un côté ni de l'autre, parce que c'est ça qui pousse tout le monde à bout. Beaucoup de Calédoniens ne se reconnaissent pas dans les discours extrémistes, et j'espère qu'ils vont prendre la parole pour dire que ce n'est pas la Calédonie qu'on veut.* »

Marie se réjouit de voir « *beaucoup de solidarité, toutes ethnies confondues* » dans le quartier. On y voit aussi de la méfiance et de la tension : quand une voiture conduite par un Kanak et surmontée d'un drapeau indépendantiste emprunte le barrage filtrant, tout le monde se raidit. Le conducteur s'en agace. « *On est tous ensemble, putain !* »

Atelier cocktail Molotov

S'il est un coin où tout le monde n'est pas ensemble ces jours-ci, ce sont les quartiers Sud, les beaux quartiers. Dans l'extrémité australe de la grande presqu'île qu'est Nouméa, le vote loyaliste domine très largement. Les habitant·es d'origine européenne sont majoritaires – les natifs sont caldoches, ou simplement calédoniens pour ceux qui jugent ce terme peu flatteur. Les autres sont métropolitains ou zoreilles, question de vocabulaire et de sensibilité, là aussi.

Fabrication de cocktails molotovs sur un barrage routier à Nouméa, le 15 mai 2024. © Photo Nicolas Job / Sipa

Dans la période récente, « *Nouméa la blanche* » a rarement aussi bien porté ce surnom anciennement donné par les indépendantistes : dans les rues, les Kanaks sont rarissimes, et sont scrutés. Posté au bas du rond-point de l'Ancre de Marine, un guetteur, caméra au poing, filme en

continu. Sur les boucles WhatsApp, les signalements tournent instantanément.

Les habitant·es n'ont pourtant pas vu l'ombre d'un drapeau indépendantiste ou d'un incendie cette semaine. Le parc de jeux Charles-de-Gaulle est rempli d'enfants qui s'amuse. Les bars et les restaurants sont ouverts. Des gens font un footing le long de la baie des Citrons. Mais comme ailleurs, des barrages bloquent certaines rues, et les habitant·es s'organisent en milices, particulièrement armées pour certaines. Parmi ceux qui possèdent un fusil à lunette, des « *snipers* » ont été briefés pour se positionner sur les toits, sur les hauteurs, en cas d'intrusion.

Sylvain* a participé à un atelier de fabrication de cocktails Molotov, comme une dizaine de personnes. « *Quelqu'un a dit qu'on devait le faire, et puis voilà, c'était parti. Ils ont mis de l'essence dans des bouteilles, avec de l'huile, et ils ont scotché des mèches.* » Il n'a pas su « *dire non* », et il a encore du mal à y croire. « *Il y a toute une pression qui fait que si tu ne le fais pas, tu risques d'être mis à l'écart.* » Le fait n'est pas complètement isolé : des cocktails Molotov ont aussi été produits dans au moins un autre secteur des quartiers Sud.

Les déclarations contradictoires du haut-commissaire

Mercredi, trois Kanaks et un gendarme ont été tués par balles de la main de « *particuliers* », a indiqué le haut-commissaire de la République, Louis Le Franc, qui précise que l'un des trois auteurs s'est rendu, et que la recherche des deux autres se poursuit.

« *Les auteurs de ces crimes sont des assassins car il n'appartient pas à des groupes d'autodéfense de se livrer à cela* », a déclaré jeudi le représentant de l'État en Nouvelle-Calédonie. Ces « *milices qui se sont constituées* » l'ont fait « *sans doute pour se protéger, mais on ne leur en demandait pas tant, et certainement pas d'être armées* » : « *Ce n'est pas leur métier. J'ai interdit le transport d'armes, j'ai pris un arrêté de couvre-feu [qui impose à chacun·e de rester chez soi de 18 heures à 6 heures du matin - ndlr]. Ça concerne tout le monde* », a-t-il précisé.

Mais lors de sa conférence de presse du lendemain, Louis Le Franc, s'exprimant de nouveau au sujet des milices, spontanément, a affiché une position très différente. Sans pour autant cautionner leurs dérapages, il a approuvé leur existence. « *Il faut que les gens gardent confiance. Je sais que dans certains secteurs de l'agglomération de Nouméa des groupes de protection, des groupes voisins vigilants se sont mis en place. [...] Que ces voisins vigilants restent là où ils sont. Je sais que c'est un réflexe de protection qui correspond aux attentes de la population des différentes communes de l'agglomération. Au fur et à mesure que les renforts arrivent, ces relèves viendront prendre la place de ces voisins vigilants.* »

Gilles Caprais

P.-S.

• MEDIAPART. 17 mai 2024 à 17h54 :
<https://www.mediapart.fr/journal/france/170524/dans-les-milices-noumea-entre-voisins-vigilants-et-snipers-sur-les-toits>

Les articles de sur Mediapart :

ESSF invite lectrices et lecteurs à s'abonner à Mediapart.

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>

- Si vous souhaitez soutenir l'indépendance et le travail de Mediapart, vous pouvez faire un don :

https://donorbox.org/mediapart?default_interval=0